

**République  
Française**

Date de convocation : 13/03/2024

Délégués en exercice :

Luc STREHAIANO  
Anne JASON  
Frank ZAKARIA  
Hervé WHISTON  
Cécilia DOS SANTOS  
Mathieu SZUBINSKI  
Dominique REVEILLERE  
David DUMEUNIER  
Mohammed NIFA

Suppléants :

François ABOUT  
Ane Marie BRASSET  
Franck ZONTONE  
Cécile JUDE  
Alexandre LEGAL  
Yves HAMIAFO-NTEMFACK  
Muriel DANQUAH  
Bernard GLENAT  
Thierry ROUSSELET

Absents non remplacés : 1

Quorum : 5

Votants : 8

DEL 250324-06

**SYNDICAT DE COMMUNES POUR L'ETUDE,  
LA REALISATION ET LA GESTION  
D'INSTALLATIONS SPORTIVES**

=====  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

**Séance du Comité syndical du 25/03/2024**  
=====

*Le vingt-cinq mars 2024, le comité syndical s'est réuni au  
Foyer des Sportifs sous la présidence de Monsieur Luc  
STREHAIANO, Président du SCERGIS*

Etaient présents :

M. Luc STREHAIANO  
Mme Anne JASON  
M. Hervé WHISTON  
Mme Cécilia DOS SANTOS  
M. Mathieu SZUBINSKI  
M. Dominique REVEILLERE  
M. Mohammed NIFA  
M. François ABOUT

Etaient absents représentés :

M. Frank ZAKARIA représenté par M. François ABOUT

Secrétaire de séance :

M. Hervé WHISTON

**OBJET : Budget Primitif 2024**

Rapporteur : Monsieur Luc STREHAIANO

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-cinq mars à 18h30, le Comité syndical du Syndicat de Communes pour l'étude, la réalisation et la gestion d'installations sportives (SCERGIS), dûment convoqué, s'est réuni au foyer des sportifs du complexe sportif Schweitzer, sis 40 rue d'Andilly à Soisy-sous-Montmorency sous la présidence de M. Luc STREHAIANO ;

Nombre de délégués syndicaux en exercice : 9

Date de convocation du Comité syndical : 13/03/2024

Date d'affichage de la convocation : 13/03/2024

Présents : 8

Représentés : 1

Absents non remplacés : 1

Secrétaire de séance : M. Hervé WHISTON

H. W

## LE COMITE SYNDICAL,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1612-2, L2311-1 et suivants, et L2313-1,

**VU** l'instruction budgétaire et comptable M57,

**VU** les orientation budgétaire 2024 débattues en séance du 4 mars 2024,

**CONSIDERANT** qu'il convient d'adopter le Budget Primitif du syndicat avant le 15 avril 2024,

**CONSIDERANT** que la nomenclature M57 permet la mise en place de la fongibilité des crédits (hors dépenses de personnel) permettant les mouvements de crédits de chapitre à chapitre et ce dans la limite de 7.5% des dépenses réelles de chacune des sections,

**VU** la présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux, ainsi que la maquette du budget primitif,

**VU** la note explicative de synthèse,

### APRES EN AVOIR D E L I B E R E , à l'unanimité des votants,

**DECIDE** d'adopter le Budget Primitif 2024 du syndicat, tel que présenté et détaillé dans les documents annexés à la présente délibération (présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux, la maquette du Budget Primitif ainsi que le tableau récapitulatif des indemnités brutes perçues par les élus du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023), dont les prévisions en dépenses et recettes (reste à réaliser inclus) s'équilibrent ainsi :

Section de fonctionnement :

- Dépenses : 3 222 660 €
- Recettes : 3 222 660 €

Section d'investissement

- Dépenses : 3 650 900 €
- Recettes : 3 650 900 €

**APROUVE** le principe de fongibilité des crédits (hors dépenses de personnel) permettant les mouvements de crédits de chapitre à chapitre dans la limite de 7.5% des dépenses réelles de chacune des sections.

Le secrétaire,  
Hervé WHISTON

Le Président,  
Luc STREHAIANO

Le Président certifie que la présente délibération a été déposée en Sous-préfecture du Val d'Oise au titre du contrôle de légalité le 27 MAR. 2024 et qu'elle a été publiée le 27 MAR. 2024

Le Président,

27 MAR. 2024 27 MAR. 2024

*La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès du Syndicat Intercommunal d'Etudes et de Réalisations d'Equipements d'Intérêt Général de la Vallée de Montmorency, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.*

*Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (information et accès au service disponible à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).*

